



Commission économique pour l'Europe**Comité directeur des capacités et des normes commerciales****Huitième session**

Genève, 26 et 27 (matin) juin 2023

Point 10 de l'ordre du jour provisoire

Activités de renforcement des capacités et d'assistance technique**Rapport sur les activités de renforcement des capacités
et d'assistance technique****Document soumis par le secrétariat***Résumé*

On trouvera dans le présent rapport une vue d'ensemble des activités de renforcement des capacités et d'assistance technique menées dans le cadre du programme de travail du sous-programme Commerce, ainsi qu'un aperçu des activités de collecte de fonds menées par la Division du commerce et de la coopération économique de la Commission économique pour l'Europe (CEE) en 2022-2023 et des activités prévues depuis la septième session du Comité directeur qui font l'objet d'un financement extrabudgétaire.

Il y est tenu compte des recommandations issues de l'évaluation des sous-programmes 4 (Coopération et intégration économiques) et 6 (Commerce) réalisée en 2022 par le Bureau des services de contrôle interne de l'ONU.

Ce rapport est soumis pour décision au Comité directeur des capacités et des normes commerciales.



I. Introduction

1. Le sous-programme Commerce de la Commission économique pour l'Europe (CEE) a pour objet de favoriser les échanges et la coopération économique entre les États membres de la CEE et de faciliter l'intégration de ces derniers dans les chaînes de valeur mondiales et régionales, en s'appuyant sur les travaux de ses organes et groupes d'experts intergouvernementaux. Les activités normatives et de renforcement des capacités menées dans le cadre de ce sous-programme contribuent à garantir :

- Un cadre réglementaire prévisible, transparent et harmonisé favorable au commerce et aux entreprises grâce au renforcement de la convergence des réglementations, à la promotion des normes internationales et à l'élaboration de pratiques exemplaires dans les domaines de la coopération en matière de réglementation, de l'évaluation de la conformité et de la surveillance des marchés ;
- Le commerce durable des produits agricoles, l'intégration dans les chaînes d'approvisionnement internationales et la réduction des pertes alimentaires grâce à l'élaboration de normes de qualité des produits agricoles et de meilleures pratiques internationales en la matière pouvant être mises en œuvre et utilisées par les autorités de réglementation et par le secteur privé ;
- Des processus simples, transparents et efficaces au service du commerce mondial grâce à l'élaboration et à la mise à jour d'instruments de facilitation du commerce international tels que les normes mondiales et les meilleures pratiques destinées à faciliter le passage des transactions sur papier au commerce électronique, ainsi que l'harmonisation et la simplification des pratiques commerciales qui sous-tendent les activités d'importation et d'exportation.

2. En outre, la CEE réalise des analyses de politiques, dispense des conseils et mène des activités de renforcement des capacités dans le cadre du Groupe de travail sur le commerce, qui relève du Programme spécial des Nations Unies pour les pays d'Asie centrale (SPECA).

3. Les activités d'assistance technique et de renforcement des capacités visent à soutenir l'exécution des programmes de travail de la CEE en facilitant l'application des normes, recommandations et guides des meilleures pratiques de la CEE se rapportant au commerce. Elles ont également pour objectif de favoriser l'élimination des obstacles réglementaires et procéduraux qui entravent le commerce, liés à l'insuffisance des capacités et aux différences en matière de procédures administratives, de règlements et de stratégies de normalisation. Ces activités contribuent en outre à la question transversale de l'économie circulaire (soixante-neuvième session de la Commission), notamment à la définition de mesures susceptibles de mettre le commerce et la coopération économique pleinement au service de la transition vers l'économie circulaire dans la région de la CEE. Elles sont axées sur la demande et menées en étroite collaboration avec les partenaires de développement.

4. Si certaines réunions intergouvernementales et l'élaboration de bonnes pratiques sont financées par le budget ordinaire de l'ONU, la plupart des analyses de politiques concernant un pays ou une question en particulier, et l'appui ultérieur au renforcement des capacités, dépendent des fonds extrabudgétaires disponibles. C'est notamment le cas des travaux menés dans le cadre des études sur les obstacles réglementaires et procéduraux au commerce (études CORPC), réalisées depuis 2012 pour plusieurs pays : Albanie, Arménie, Bélarus, Géorgie, Kazakhstan, Kirghizistan, Ouzbékistan, République de Moldova, Serbie et Tadjikistan (ECE/CTCS/2023/5).

5. Dans de nombreux cas, les études ORPC ont facilité les réformes économiques et commerciales menées dans le cadre du processus d'adhésion à l'Organisation mondiale du commerce (OMC). En outre, dans le contexte de la riposte à la pandémie de COVID-19, certaines études portaient sur les effets des obstacles non tarifaires sur les chaînes d'approvisionnement de bout en bout, l'accent étant mis en particulier sur le renforcement des activités commerciales des microentreprises et des petites et moyennes entreprises détenues par des femmes (sept rapports ont été établis)¹. De plus, les études ORPC sont parfois axées

¹ Disponibles à l'adresse suivante : <https://unece.org/trade/studies-regulatory-and-procedural-barriers-trade>.

sur un thème ou un secteur particulier : à titre d'exemple, une étude de 2020 contenait des recommandations visant à orienter les mesures non tarifaires vers la réduction des déchets et pertes alimentaires, et une étude consacrée au secteur agricole kirghize est en cours d'élaboration (ECE/CTCS/2023/3).

6. Depuis quelques années, les États membres de la CEE sont de plus en plus demandeurs d'analyses des politiques et d'activités de renforcement des capacités dans le domaine du commerce, notamment sous forme d'études traditionnelles complètes portant sur des mesures non tarifaires et des obstacles réglementaires ainsi que d'analyses sectorielles particulières. En outre, on a constaté une augmentation du nombre de demandes d'États membres concernant des questions transversales émergentes, notamment l'économie circulaire (soixante-neuvième session de la Commission) et les transformations numériques (soixante-dixième session) (voir le tableau ci-dessous). Afin de répondre à ces besoins croissants en matière de renforcement des capacités, le secrétariat de la CEE s'est penché sur la possibilité d'intégrer davantage ces deux thèmes dans les études ORPC et a établi deux notes à l'intention du Comité directeur, pour examen à sa huitième session (ECE/CTCS/2023/6 et ECE/CTCS/2023/7).

7. En plus des études ORPC qu'il a réalisées, le secrétariat a prêté son appui aux activités de renforcement des capacités menées pour donner suite aux recommandations orientées vers l'action formulées dans le cadre de ces études, y compris la collecte de données concernant les mesures non tarifaires et l'intégration de ces informations dans les bases de données nationales et internationales. Dans bien des cas, ces activités ont été menées conjointement avec la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED)². La demande d'activités liées à la mise en pratique de recommandations témoigne du succès des travaux antérieurs de la CEE et de leurs effets positifs sur l'intégration des États membres dans les chaînes de valeur mondiales et régionales. Les activités menées depuis la dernière session sont récapitulées dans le tableau 1 ci-après.

8. Les mesures prises pour répondre à la demande croissante d'activités de renforcement des capacités dépendent des ressources extrabudgétaires disponibles. Le secrétariat est certes parvenu à réunir des fonds extrabudgétaires par le passé, mais il en faudra davantage pour satisfaire la demande en temps voulu et de manière efficace. On trouvera résumées à l'annexe du présent document les activités de collecte de fonds récemment menées pour répondre aux besoins en matière de financement. Les délégations représentées au Comité directeur sont invitées à envisager de faire des annonces de contribution et à utiliser les instruments de mobilisation de ressources dont la CEE dispose.

Tableau 1
Activités de renforcement des capacités et d'assistance technique menées depuis la dernière session du Comité directeur

<i>Financement du projet (budget ordinaire/fonds extrabudgétaires)</i>	<i>Pays bénéficiaires</i>	<i>Principales activités (juillet 2022-mars 2023)</i>
<i>Budget ordinaire et programme ordinaire de coopération technique</i>		
Budget ordinaire de la CEE, sect. 20	États membres de la CEE	Table ronde sur la prévention et la réduction des pertes et du gaspillage de denrées alimentaires, 15 novembre 2022 ³ . Séminaire sur la production de viande et l'élevage durables, 29 septembre 2022 ⁴ .

² Rapport du Comité directeur sur les travaux de sa septième session, disponible à l'adresse suivante : https://unece.org/sites/default/files/2023-01/ECE_CTCS_2022_2F.pdf.

³ Voir <https://unece.org/trade/events/round-table-food-loss-and-waste-prevention-and-reduction>.

⁴ Voir <https://unece.org/info/Trade/WP.7-Meetings/events/371519>.

<i>Financement du projet (budget ordinaire/fonds extrabudgétaires)</i>	<i>Pays bénéficiaires</i>	<i>Principales activités (juillet 2022-mars 2023)</i>
<i>Budget ordinaire et programme ordinaire de coopération technique</i>		
Budget ordinaire de la CEE, sect. 23, Programme ordinaire de coopération technique	République de Moldova	<p>Débat de la CEE au Forum public de l'OMC, organisé conjointement avec la Mission de l'Ouzbékistan et intitulé « Circular Economy and Trade: Opportunities and Challenges for Transition Economies » (L'économie circulaire et le commerce : perspectives et défis pour les pays en transition), 30 septembre 2022⁵.</p> <p>Débat de la CEE sur la traçabilité des chaînes d'approvisionnement et les questions d'environnement, de société et de gouvernance, tenu le 17 octobre 2022 dans le cadre de l'édition 2022 de la Semaine du commerce et de l'environnement organisée par l'OMC.</p> <p>Une analyse des lacunes (ECE/CTCS/2023/4) a été réalisée conformément à la demande du Gouvernement qui, à la septième session du Comité directeur, avait exprimé le souhait de recevoir une assistance technique sur la facilitation des transports, soulignant notamment la nécessité de créer un guichet unique dans le contexte de l'application de l'Accord sur la facilitation des échanges (AFE) de l'Organisation mondiale du commerce (OMC).</p>
	Ukraine et autres pays du GUAM (Azerbaïdjan, Géorgie et République de Moldova)	<p>Le 12^e séminaire d'Odessa organisé par la CEE sur la facilitation du commerce et le partage de données a eu lieu en ligne le 7 juillet 2022⁶.</p> <p>Le 13^e séminaire d'Odessa organisé par la CEE sur la facilitation du commerce et le partage de données a eu lieu en ligne le 22 décembre 2022⁷. Le webinar sur l'utilisation de l'ensemble de normes du CEFACT-ONU pour l'application du règlement de l'UE concernant les informations électroniques relatives au transport de marchandises (eFTI) et ses implications pour l'Ukraine et d'autres pays en transition a été enregistré en trois langues et peut être utilisé gratuitement comme outil de formation.</p>

⁵ Voir https://www.wto.org/english/forums_e/public_forum22_e/pf_provisional_programme_020822.pdf.

⁶ Voir <https://unece.org/info/Trade/events/369106>.

⁷ Voir <https://unece.org/trade/events/international-seminar-trade-and-transport-facilitation-eu-electronic-freight-transport>.

<i>Financement du projet (budget ordinaire/fonds extrabudgétaires)</i>	<i>Pays bénéficiaires</i>	<i>Principales activités (juillet 2022-mars 2023)</i>
<i>Budget ordinaire et programme ordinaire de coopération technique</i>		
	Pays du SPECA	La dix-septième session du Groupe de travail du SPECA sur le commerce a été organisée par la CEE et la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP) le 31 août 2022. Elle portait sur : 1) la collaboration entre les pays du SPECA compte tenu des défis géopolitiques et économiques de l'heure ; 2) les progrès accomplis dans l'exécution de la stratégie de facilitation du commerce du SPECA et de la feuille de route correspondante ; 3) la poursuite du développement et de l'application des principes du commerce durable dans la sous-région ; 4) les études ORPC de la CEE ; 5) les normes pour la dématérialisation des échanges de données et de documents dans le transport multimodal et le commerce ⁸ .
	17 pays concernés par les programmes de la CEE	L'étude récapitulative contenant des recommandations sur l'économie circulaire dans la région de la CEE a été réalisée.
	Ouzbékistan	Le premier projet de stratégie nationale de facilitation du commerce de l'Ouzbékistan a été établi.
	Ukraine, Türkiye et autres pays concernés par les programmes de la CEE	Une étude a été menée sur les modalités de mise en place d'un pipeline de données visant à faciliter l'échange de données numériques dans le couloir établi dans le cadre de l'Initiative sur l'exportation de céréales par la mer Noire, à laquelle participent l'Ukraine, la Türkiye, la Fédération de Russie et l'ONU.

Compte de l'ONU pour le développement, budget ordinaire, sect. 35

Projet concernant l'Initiative mondiale pour le relèvement du secteur des microentreprises et petites et moyennes entreprises après la pandémie de COVID-19, financé par le Compte de l'ONU pour le développement (2020-2022)	États membres de la CEE	Un manuel de formation regroupant des textes de différentes institutions sur l'échange électronique de données et visant à aider les microentreprises et les petites et moyennes entreprises à dématérialiser leurs processus, y compris par l'intermédiaire du CEFAC-ONU, a été élaboré et présenté à la plénière de ce dernier en octobre 2022. Un programme d'apprentissage en ligne sur les normes de qualité des produits agricoles et la réduction des pertes de denrées alimentaires dans les chaînes d'approvisionnement en produits frais a été élaboré et mis en ligne le 1 ^{er} juillet 2022 ⁹ .
---	-------------------------	--

⁸ Voir <https://unece.org/trade/events/seventeenth-session-speca-working-group-trade>.

⁹ Voir <https://unece.org/trade/wp7/e-learning>.

<i>Financement du projet (budget ordinaire/fonds extrabudgétaires)</i>	<i>Pays bénéficiaires</i>	<i>Principales activités (juillet 2022-mars 2023)</i>
<i>Budget ordinaire et programme ordinaire de coopération technique</i>		
Projet sur la connectivité des systèmes de transport et des infrastructures commerciales à l'ère des pandémies, financé par le Compte de l'ONU pour le développement (2020-2022)	États membres de la CEE	<p>Ce projet a été exécuté en partenariat avec d'autres organisations, parmi lesquelles l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI), l'International Federation of Freight Forwarders Associations (FIATA) et la CNUCED.</p> <p>Un outil d'apprentissage en ligne sur l'utilisation des normes et des instruments facilitant la dématérialisation des échanges de données et de documents, élaboré en 2022, utilise les produits mis au point avec l'aide du Programme ordinaire de coopération technique¹⁰.</p> <p>Plusieurs projets pilotes pour la mise à l'essai de l'ensemble de normes relatives à la dématérialisation des échanges de données et de documents dans le domaine du commerce et du transport sont en cours d'exécution. En particulier, un prototype de convertisseur de données du format EDIFACT-ONU (la génération précédente des normes du CEFAC/ONU) aux nouvelles normes issues des technologies de l'ère d'Internet a été conçu¹¹. Une des réalisations de la période considérée a été de faire avancer les travaux sur la facilitation et la dématérialisation du commerce en Ukraine.</p>
	17 pays concernés par les programmes de la CEE	<p>Le document intitulé « Guide to the Implementation of Art.1 para.3 of the WTO Trade Facilitation Agreement: Trade Facilitation Enquiry Points » (Guide sur l'application du paragraphe 3 de l'article premier de l'Accord sur la facilitation des échanges de l'OMC : points d'information sur la facilitation des échanges) a été élaboré conjointement avec le secrétariat de l'OMC¹².</p>
	Ouzbékistan	<p>À la suite de l'examen de l'étude ORPC sur l'Ouzbékistan, qui avait eu lieu à la septième session du Comité directeur, le secrétariat a achevé ses travaux sur l'étude en suivant les suggestions du Gouvernement et en tenant compte des faits nouveaux.</p>

¹⁰ Voir <https://unttc.org/documents/unttc-training-course-uncefact-standards>.

¹¹ Voir <https://unttc.org/documents/reconciling-standardized-dataset-international-standards-and-data-models-development>.

¹² Voir https://unttc.org/sites/unttc/files/2022-04/Guide%20to%20the%20Implementation%20of%20Art.%201%20para.%203%20of%20the%20WTO%20TFA%20-%20TFA%20Enquiry%20Points_EN.pdf.

<i>Financement du projet (budget ordinaire/fonds extrabudgétaires)</i>	<i>Pays bénéficiaires</i>	<i>Principales activités (juillet 2022-mars 2023)</i>
<i>Budget ordinaire et programme ordinaire de coopération technique</i>		
		Suite à l'élaboration du guide relatif aux points d'information sur la facilitation des échanges, l'Ouzbékistan a été le premier pays à lancer un point d'information national en octobre 2022 en s'aidant de ce document ¹³ .
Projet intitulé « Accelerating the transition towards a Circular Economy in the ECE region » (Accélération de la transition vers l'économie circulaire dans la région de la CEE) financé par la treizième tranche du Compte de l'ONU pour le développement (2021-2024)	17 pays concernés par les programmes de la CEE	La CEE réalise un projet quadriennal visant à renforcer la capacité des États membres d'élaborer des politiques de transition vers l'économie circulaire. Dans le cadre de ce projet, elle a lancé en 2022-2023 : 1) l'analyse des lacunes de la Serbie en vue de faciliter la transition vers l'économie circulaire dans le secteur agroalimentaire ; 2) l'analyse des lacunes du Tadjikistan afin de soutenir la transition de ce pays vers l'économie circulaire et d'améliorer la traçabilité dans le secteur de l'habillement et de la chaussure.
Projet conjoint sur le transport et le commerce, financé par la 13 ^e tranche du Compte de l'ONU pour le développement et portant sur la mobilité durable et la connectivité intelligente (à l'interconnexion entre le commerce et les transports) en Asie centrale, dans le Caucase et dans les Balkans occidentaux (2021-2024)	17 pays concernés par les programmes de la CEE	Le secrétariat met à jour la plateforme du Guide pratique relatif à la facilitation du commerce.
	Pays du SPECA	Conférence internationale de haut niveau sur la transformation numérique de l'échange d'informations dans les chaînes d'approvisionnement par l'application des normes des Nations Unies, tenue à Bakou (Azerbaïdjan) le 31 octobre 2022 ¹⁴ .
	Lituanie et autres États baltes	Renforcement des capacités aux fins de l'utilisation de l'ensemble de normes de la CEE et du CEFACT-ONU pour la dématérialisation des échanges de données et de documents ¹⁵ .

¹³ Voir <https://unttc.org/sites/unttc/files/2022-09/Implementation%20of%20the%20interactive%20service%20«Enquiry%20Point%20for%20Trade%20Facilitation».pdf>.

¹⁴ Voir <https://unece.org/trade/events/international-high-level-conference-digital-transformation-information-exchange-supply>.

¹⁵ Voir www.unttfc.org.

<i>Financement du projet (budget ordinaire/fonds extrabudgétaires)</i>	<i>Pays bénéficiaires</i>	<i>Principales activités (juillet 2022-mars 2023)</i>
<i>Budget ordinaire et programme ordinaire de coopération technique</i>		

Ressources extrabudgétaires

Projet financé au moyen de ressources extrabudgétaires, qui vise à renforcer la capacité du Conseil national kirghize de la facilitation du commerce à appliquer l'Accord sur la facilitation des échanges de l'OMC	Kirghizistan	Le secrétariat a fourni des services consultatifs destinés à aider le Ministère kirghize de l'économie et du commerce à mener les activités présentées dans la feuille de route nationale pour la facilitation du commerce 2021-2025 lancée en juillet 2021. Plus de 20 % des activités prévues dans la feuille de route, parmi lesquelles l'élaboration de cinq modules de formation et la formation de plus de 100 experts de la facilitation du commerce, ont été réalisés au cours de la première année, et trois séminaires internationaux et une table ronde ont été organisés.
Projet financé au moyen de ressources extrabudgétaires, destiné à promouvoir des chaînes de valeur résilientes, diversifiées et durables dans la région eurasiatique après la pandémie de COVID-19	Sélection de pays de la région eurasiatique	Une fois l'étude régionale achevée en 2022 dans le cadre de ce projet, le secrétariat a lancé des études nationales pour les pays bénéficiaires. L'étude consacrée au Kirghizistan a débuté en février 2023 et faisait suite à une demande du Gouvernement kirghiz, qui avait sollicité, à la septième session du Comité directeur en 2022, une aide à la promotion des exportations agricoles (définition d'une feuille de route pour les exportations notamment). Les premiers résultats de ce projet seront présentés à la huitième session du Comité directeur (ECE/CTCS/2023/3).
Projet financé au moyen de ressources extrabudgétaires, qui vise à améliorer la transparence et la traçabilité de chaînes de valeur durables dans le secteur de l'habillement et de la chaussure	Action mondiale incluant les États membres de la CEE	Entre 2019 et 2024, ce projet a permis d'élaborer des recommandations en matière de politiques, des lignes directrices sur l'exécution, des normes concernant l'échange d'informations et un appel à l'action, adoptés par les États membres de la CEE en 2021 et établis en consultation avec une instance de concertation multipartite (plus de 200 experts). Dans le cadre de cet appel à l'action, plus de 350 acteurs du secteur dans 22 pays ont formulé une centaine d'engagements en faveur de la traçabilité et de la transparence. Le système visant à améliorer, grâce à la technologie de la chaîne de blocs, la traçabilité et le respect de certains critères environnementaux, sociaux et relatifs à la gouvernance a été appliqué à 18 cas d'utilisation couvrant l'ensemble de la chaîne de valeur (coton, cuir et laine) dans 22 pays et concernant 85 entreprises, qui ont bénéficié de 98 sessions de formation. Six dialogues multipartites ont été organisés à l'intention de plus de 600 experts issus de 37 pays dans

<i>Financement du projet (budget ordinaire/fonds extrabudgétaires)</i>	<i>Pays bénéficiaires</i>	<i>Principales activités (juillet 2022-mars 2023)</i>
<i>Budget ordinaire et programme ordinaire de coopération technique</i>		
Projet financé au moyen de ressources extrabudgétaires, destiné à renforcer l'utilisation et l'adoption de normes au service d'une croissance économique soutenue, partagée et durable, en mettant l'accent sur l'égalité des genres	Monde entier	4 régions du monde (Asie centrale, Europe, Amérique latine, Afrique du Nord) en coopération avec d'autres parties prenantes internationales. Depuis la septième session du Comité directeur, les objectifs de ce projet ont été atteints, notamment la création d'une plateforme d'apprentissage en ligne et la définition des lignes directrices concernant l'élaboration de normes tenant compte des questions de genre. D'autres pays ont signé la Déclaration sur les normes et l'élaboration des normes tenant compte des questions de genre et une équipe de spécialistes a officiellement pris le relais de l'initiative en septembre 2022.
Projet financé au moyen de ressources extrabudgétaires, qui vise à renforcer la coopération transfrontières au service d'un commerce durable dans la sous-région du SPECA	Kazakhstan	Renforcement des capacités concernant la mise en relation du commerce durable, de la gestion de l'eau, de la sécurité alimentaire, de la facilitation des échanges et de l'économie circulaire, Astana, 21 novembre 2022 ¹⁶ .
	Pays du SPECA	Analyse des processus métier dans le cadre de l'exportation de fruits et de céréales selon des principes de commerce durable dans les pays du SPECA ¹⁷ .
Projet financé au moyen de ressources extrabudgétaires, destiné à renforcer la capacité des pays d'Asie centrale à appliquer des mesures de facilitation du commerce et à s'intégrer ainsi davantage dans le système commercial international réglementé	Pays du SPECA	Série de manifestations en ligne visant à soutenir l'application de la stratégie de facilitation du commerce du SPECA, chacune étant axée sur un élément concret de la feuille de route pour l'exécution de la stratégie.

¹⁶ Voir <https://unece.org/info/Trade/events/373002>.

¹⁷ Voir <https://unece.org/sites/default/files/2022-12/Astana-PPT-3-BPA-WheatCitrusExport.pdf>.

Annexe

Résumé des activités récentes de collecte de fonds et des déficits de financement

1. La Division du commerce et de la coopération économique de la CEE a recensé plusieurs donateurs potentiels et s'est mise en rapport avec eux, a établi des notes de cadrage ciblées concernant ses activités de renforcement des capacités et a organisé plusieurs missions de collecte de fonds. Elle a notamment pris contact avec la Banque asiatique de développement (BAsD), la Commission européenne, l'Italie, la Suède, l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID), le Groupe de la Banque mondiale, la Banque islamique de développement, le Centre du commerce international (ITC), la Türkiye et l'Organisation des États de langue turcique.
2. La Division du commerce et de la coopération économique s'est conformée en cela aux recommandations issues de l'évaluation des sous-programmes 4 (Coopération et intégration économiques) et 6 (Commerce) que le Bureau des services de contrôle interne de l'ONU a réalisée en 2022 dans le cadre du programme mis en place par le Secrétariat de l'Organisation pour évaluer régulièrement certains aspects de ses activités. Ces recommandations soulignaient notamment l'importance du plan d'action de la Division pour la mobilisation de ressources.
3. Pendant la phase d'information et de communication, le secrétariat a travaillé en étroite collaboration avec les missions permanentes à Genève ainsi qu'avec les bureaux des coordonnateurs résidents des Nations Unies et les bureaux de pays du Programme des Nations Unies pour le développement. Les bureaux des coordonnateurs résidents des Nations Unies ont joué un rôle particulièrement important lors des missions de collecte de fonds. Dans le cas du Turkménistan par exemple, une mission a été organisée en réponse à la demande du Gouvernement de recevoir une aide au renforcement des capacités au regard des conclusions de deux études de la CEE (l'étude ORPC et l'étude sur l'innovation au service du développement durable). Avec l'aide du Bureau du Coordonnateur résident à Achgabat, le secrétariat de la CEE s'est entretenu avec plusieurs partenaires de développement dans le pays afin de déterminer des possibilités de synergie en matière de coopération et de mobiliser des fonds, notamment lors d'une mission en novembre 2022¹.
4. Un récapitulatif des activités demandées aux fins du renforcement des capacités, dont l'exécution nécessite un financement extrabudgétaire est présenté dans le tableau 1. Bien qu'il s'inscrive dans le cadre des objectifs généraux du plan de mobilisation des ressources figurant dans le rapport annuel de la CEE sur les activités de coopération technique menées en 2021², ce tableau présente les demandes formulées par des pays particuliers, notamment pendant la session du Comité directeur en 2022. Les demandes présentées lors de la huitième session du Comité directeur y seront incluses afin de mobiliser des fonds pour des activités de renforcement des capacités axées sur la demande.
5. Les délégations représentées au Comité directeur sont invitées à envisager de faire des annonces de contribution et à utiliser les instruments de mobilisation de ressources dont la CEE dispose.

¹ Voir <https://unece.org/media/news/373623>.

² Point 6 ECE_EX_2022_20_TC report 2021_0.pdf (unece.org).

Tableau A. I
Activités dont l'exécution dépendra des fonds extrabudgétaires disponibles

<i>État membre</i>	<i>Besoins en matière de renforcement des capacités (tels que présentés à la septième session du Comité directeur)</i>	<i>Progrès accomplis</i>	<i>Produits escomptés</i>	<i>Estimation des besoins en matière de financement (En milliers de dollars des États-Unis)</i>
1. Azerbaïdjan	Évaluation par la CEE des obstacles réglementaires et procéduraux au commerce et au transit le long des couloirs commerciaux existants, compte tenu de la transformation numérique.	Le secrétariat de la CEE a rédigé une note de cadrage concernant l'étude ORPC de la CEE axée sur le commerce numérique, qui tient compte des nouvelles approches consistant à intégrer des considérations liées à l'économie numérique dans les études ORPC (ECE/CTCS/2023/7).	Étude axée sur le commerce numérique.	100
2. Kirghizistan	Appui à la formation dispensée aux agriculteurs kirghizes et aux exportateurs potentiels dans le cadre de l'académie de l'exportation au Kirghizistan, conformément à une feuille de route destinée à renforcer les exportations agricoles, assortie de recommandations concrètes orientées vers l'action.	Des activités de renforcement des capacités seront nécessaires pour donner suite aux recommandations de l'étude en cours (voir tableau 1).	Élaboration d'une feuille de route pour améliorer les exportations agricoles.	50
3. République de Moldova	Renforcement des capacités en ce qui concerne les technologies de l'information et des communications, la transformation numérique et le commerce, ainsi que dans des domaines tels que les chaînes d'approvisionnement, la durabilité et la traçabilité, notamment dans l'agriculture, et l'économie circulaire, l'accent	De novembre 2022 à mars 2023, la CEE a réalisé l'étude ORPC en s'intéressant en particulier à la dimension de la facilitation du commerce (voir tableau 1).	Organisation de formations à l'intention des exportateurs de produits agricoles. Appui à l'application des recommandations formulées dans l'étude ORPC sur la facilitation du commerce (tableau 1).	50 100

<i>État membre</i>	<i>Besoins en matière de renforcement des capacités (tels que présentés à la septième session du Comité directeur)</i>	<i>Progrès accomplis</i>	<i>Produits escomptés</i>	<i>Estimation des besoins en matière de financement (En milliers de dollars des États-Unis)</i>
	étant mis en particulier sur le secteur des microentreprises et des petites et moyennes entreprises.		Étude axée sur l'économie circulaire.	100
			Étude axée sur le commerce numérique.	100
4. Turkménistan	Étude ORPC dans le contexte du lancement du processus d'adhésion à l'OMC.	Le secrétariat de la CEE a défini le concept de l'étude ORPC, qui a fait l'objet d'une discussion avec le Gouvernement en novembre 2022. L'étude ORPC concernera un large éventail de domaines économiques et juridiques liés au régime commercial du pays, en mettant particulièrement l'accent sur les mesures non tarifaires.	Étude ORPC portant sur les mesures non tarifaires traditionnelles, éminemment importantes pour l'adhésion à l'OMC, ainsi que sur les questions transversales relatives à la circularité et à la transformation numérique et les activités de renforcement des capacités en la matière.	350
5. Ouzbékistan	Examen, avec la CNUCED, de l'actuel système de guichet unique pour les mesures non tarifaires et proposition de mesures propres à améliorer davantage le système en Ouzbékistan.	L'assistance envisagée s'inscrira dans le cadre des suites données aux recommandations formulées à l'issue de l'étude ORPC en Ouzbékistan.	Aide à l'intégration des mesures non tarifaires dans la base de données.	100
	Étude des possibilités en matière d'économie circulaire, de transformation numérique, d'innovation et de technologies vertes.		Étude axée sur l'économie circulaire. Étude axée sur le commerce numérique.	100